

RÉGIONALES 2015

10 PROPOSITIONS
POUR SAISIR
L'OPPORTUNITÉ
CITOYENNE ET
ÉCONOMIQUE DU
NUMÉRIQUE



À l'approche des élections régionales de décembre 2015, le think tank Renaissance Numérique appelle de ses vœux à une véritable intégration des dynamiques numériques dans le cadre du renouvellement des mandats et de l'organisation des nouvelles régions

QUI SOMMES -NOUS



X Renaissance Numérique est le think tank de la société numérique. Il réunit les grandes entreprises de l'Internet, françaises et multinationales, les entrepreneurs, les universitaires ainsi que les représentants de la société civile, pour participer à la définition d'un nouveau modèle économique, social et politique issu de la révolution numérique.

Il regroupe aujourd'hui plus de 50 adhérents et plus de 250 délégués territoriaux amenés à faire vivre la réflexion numérique partout sur le territoire et auprès des élus.

Guillaume Buffet préside le think tank jusqu'en décembre 2015. Henri Isaac, Président élu, prendra ses fonctions en janvier 2016..

GUILLAUME BUFFET

préside le think tank jusqu'en décembre 2015.

HENRI ISAAC

Président élu, prendra ses fonctions en janvier 2016

WWW.RENAISSANCENUMERIQUE.ORG

Retrouvez tous nos rapport sur l'application iOS Renaissance Numérique



LE GROUPE DE TRAVAIL "ELECTIONS RÉGIONALES ET INNOVATION"



Maxime Drouet
Directeur département,
Burson Marsteller i&e



Julien Landfried
Associé Pôle Influence,
Publicis Consultants



Anton Battesti
Responsable affaires publiques,
Facebook

10 PROPOSITIONS / 3 GRANDS PRINCIPES 04

LA RÉGION, MOTEUR POUR LE RENOUVEAU DE LA DÉMOCRATIE LOCALE 06

LA RÉGION, ANIMATRICE D'UNE DÉMOCRATIE LOCALE RENOUVELÉE : PARTICIPATIVE, CO-CONSTRUITE, PARTAGÉE 07

- PROPOSITION : Développer dans chaque région une plateforme de crowdfunding pour soutenir les projets locaux 08
- ENCADRÉ - "AUVERGNE NOUVEAU MONDE" 08
- PROPOSITION : Référencer tous les débats participatifs ouverts dans la région 09

LA RÉGION, CHEF DE FILE DES POLITIQUES OPEN DATA 10

- PROPOSITION : Chaque région dispose de son chief data officer 10
- ENCADRÉ - Faciliter l'échange de bonnes pratiques grâce aux outils numérique 11
- PROPOSITION : Une plateforme open data pour retrouver toutes les données de la région et du territoire 12
- PROPOSITION : La transparence "open data" pour les budgets et les subventions 13
- ENCADRÉ - L'open data pour renouveler les indices sociaux et économiques locaux 13

FAIRE DU NUMÉRIQUE, UN VECTEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE LOCALE 14

TOURISME, SANTÉ, MOBILITÉ : FAIRE PARLER LA DONNÉE POUR GÉNÉRER DE LA VALEUR 15

- PROPOSITION : Transport, tourisme, santé : expérimenter des projets "Big Data" multi-acteurs 15
- ENCADRÉ - Le Big Data pour prévoir la fréquentation d'un territoire 15
- PROPOSITION : Donner aux start-up innovantes la possibilité de valoriser le savoir-faire régional 16
- ENCADRÉ - La future grande région Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes pour l'innovation collaborative dans le vin 16

ANIMER LE TERRITOIRE AVEC DES TIERS LIEUX PROPICES À L'INNOVATION ET À LA CRÉATIVITÉ 16

- PROPOSITION : Des espaces de co working et de connexion urbains et ruraux, et reliés entre eux 17
- PROPOSITION : Villes et ruralités connectées par le jumelage de hauts lieux d'innovation 18

OUVRIR LE CHANTIER NUMÉRIQUE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES 18

- PROPOSITION : Ouvrir le chantier numérique de la formation professionnelle 19

TRANSITION NUMÉRIQUE DES RÉGIONS : SE DONNER LES MOYENS DE RÉUSSIR 20

ASSOUPLIR LE DROIT À L'EXPÉRIMENTATION POUR LES POLITIQUES LOCALES 21

L'ENJEU CRUCIAL DE LA FORMATION DES ÉLUS ET DES ADMINISTRATIONS 21

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES PROPOSITIONS 22

10 PROPOSITIONS /3 GRANDS PRINCIPES



✕ Mobilisé depuis près de dix ans sur les enjeux citoyens du numérique, le think tank Renaissance Numérique a souhaité publier, à l'occasion des élections Régionales 2015, dix propositions à destination des candidats et des administrations aux manettes des futures grandes régions qui seront mises en place en décembre 2015.

Ces propositions se veulent équilibrées. Elles ne portent pas un discours de rupture totale souvent avancé par les acteurs du numériques, elles présentent les opportunités du numérique comme les risques liés à certains usages et elles sont neutres politiquement.

Les propositions formulées dans cette note identifient les nouveaux leviers numériques pour renforcer de la démocratie locale et créer de la croissance pour les territoires. Elles sont à mettre entre les mains de toutes les équipes de campagne, des administrations, des acteurs régionaux et locaux, publics et privés.

LE NUMÉRIQUE DOIT ŒUVRER POUR RENFORCER L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES, NON PAS LES CREUSER



La fracture territoriale entre la « France périphérique » et les centres, pour reprendre l'analyse du géographe Christophe Guilluy, est un phénomène bien documenté. La métropolisation participera sans doute à la dynamique inégalitaire entre les métropoles régionales et leurs périphéries. C'est à partir de cette probable évolution que nous proposons que la politique publique du numérique de la région s'efforce, si ce n'est de corriger ces tendances inégalitaires, du moins de ne pas les accentuer directement, en gardant constamment le souci d'un développement de tous les territoires, y compris les plus défavorisés, et en imaginant des politiques dédiées et adaptées à leurs contraintes spécifiques. La novlangue du numérique n'interdit pas d'utiliser intelligemment la géographie sociale !

DES GRANDES RÉGIONS POUR DE GRANDES RÉFORMES



Le principe de la réforme territoriale et de la loi NOTRe réside dans les économies d'échelle et la masse critique qu'atteindront à long terme les nouvelles régions. Dans ce contexte de réorganisation d'un échelon majeur de la vie politique française, le numérique est une véritable opportunité à plusieurs niveaux :

- ✕ Une opportunité pour réaffirmer le lien qui lie chaque citoyen avec ces institutions : la reconfiguration régionale est l'occasion pour construire un nouveau lien, un nouveau type de relation avec les administrés. Une telle séquence de refondation est suffisamment rare pour en souligner son importance.
- ✕ Une opportunité pour créer ou faciliter des relais de croissance dans chaque territoire. Accueillir le numérique, sous toutes ses formes, prépare le paysage économique de demain. Et les régions ont leur rôle à jouer pour organiser et réguler les externalités positives comme négatives liées à l'économie numérique.
- ✕ Une opportunité pour débiter la transformation numérique des régions elles-mêmes. La réorganisation administrative liée à chaque fusion doit s'accompagner d'un plan de transformation numérique dès maintenant pour faire des régions un acteur politique de plein pied dans le XXIème siècle.

LE NUMÉRIQUE PAR LES USAGES



Renaissance Numérique a pris le parti, dans cette note, de centrer ses recommandations sur les usages numériques et non sur les infrastructures réseaux. Loin de signifier que cette question n'est pas majeure pour le développement des régions, le think tank a préféré ici diffuser les nouveaux usages numériques au service de la démocratie et de l'économie, considérant que les collectivités territoriales se sont emparées depuis plusieurs années et avec une certaine maturité, des questions relatives à l'accès au réseau.

LA RÉGION, MOTEUR POUR LE RENOUVEAU DE LA DÉMOCRATIE LOCALE



La région doit s'affirmer comme un échelon de la démocratie locale et pour cela, s'impliquer dans le renouveau de celle-ci afin de renouer la confiance entre les élus, l'administration et les citoyens. Open data, concertation en ligne, financement participatif : le numérique est une opportunité à saisir pour moderniser la démocratie locale.



80%

Près de 80 % considèrent que le système démocratique fonctionne mal en France

France Stratégie, Quelle France dans 10 ans ? 2014

75%

Les Français sont 75% à croire en l'honnêteté de leur maire / 53% à faire confiance à leur président de région (contre 26%) / 52% à faire confiance à leur député (contre 32%)

Source : enquête LH2 -> Nouvel Obs - lien

40
000

Plus de 40 000 personnes ont voté pour le premier «budget participatif» de la Ville de Paris en 2014, dont + 50 % par Internet

LA RÉGION, ANIMATRICE D'UNE DÉMOCRATIE LOCALE RENOUVELÉE : PARTICIPATIVE, CO-CONSTRUITE, PARTAGÉE

01.

Face au constat du délitement du lien entre les élus et les citoyens, l'échelon local semble particulièrement adapté aux expérimentations de nouvelles formes de démocratie plus directe. Parmi les nombreux exemples, on peut citer l'expérience renouvelée du budget participatif à Paris ou le débat "Ma Ville Demain" lancé par la ville de Nantes pour concerter les citoyens sur la vision de leur territoire à horizon 2030, réunissant plus de 12 000 personnes.

L'architecture numérique est particulièrement adaptée aux nouvelles formes horizontales d'échanges politiques. Bien au-delà de ces simples outils de communication, le numérique offre de nombreuses possibilités pour intégrer des processus effectifs de co-production.

Quelques outils par exemple :

- ✗ Les plateformes de concertation en ligne : Forums, chat, commentaires, vidéos, vote... il est possible de concevoir de nombreux outils de participation autour de projets politiques afin de recueillir l'expression citoyenne. Le travail participatif fait par le Conseil national du Numérique puis le gouvernement autour du projet de loi numérique d'Axelle Lemaire témoigne de ce large panel d'outils.
- ✗ Les réseaux sociaux : ceux-ci permettent aux élus et aux citoyens d'échanger directement, en dehors des cadres médiatiques classiques.
- ✗ Le crowdfunding : les plateformes de financement participatif permettent de faire émerger de nouveaux projets locaux dans lesquels les citoyens riverains souhaitent s'investir : fermes urbaines, espaces de coworking, etc.

Grâce à de tels outils, les décideurs politiques peuvent intégrer à leurs processus décisionnels des étapes de concertation et de co-production. Cela exige de l'administration et des élus qu'ils acceptent de se positionner à certains moments du débat comme des animateurs et des catalyseurs de débats, plutôt que comme les prescripteurs de celui-ci.

La région doit jouer ce rôle d'accompagnateur auprès des autres collectivités territoriales : en collectant et en rationalisant les informations relatives aux initiatives de terrain, en diffusant les bonnes pratiques et en proposant des modèles innovants au sein des autres échelons des collectivités territoriales.

DÉVELOPPER DANS CHAQUE RÉGION UNE PLATEFORME DE CROWDFUNDING POUR SOUTENIR LES PROJETS LOCAUX

PROPOSITION

La région fédère les initiatives citoyennes sur son territoire en regroupant au sein d'une même plateforme les projets des citoyens à la recherche de financement pour faire vivre l'entrepreneuriat, la culture, l'artisanat, la solidarité ou encore l'agriculture locale. En plus de l'implication citoyenne des participants, il s'agit pour la région d'expérimenter de nouveaux modes de financement de projets.



AUVERGNE NOUVEAU MONDE

La région Auvergne a fait le pari du crowdfunding avec la plateforme Ulule "Auvergne, nouveau monde", lancée en 2012 en association et qui associe des acteurs privés et publics.

Depuis son lancement, 250 000 euros ont été collectés sur cette plateforme de crowdfunding, afin de soutenir des actions visant à renforcer l'attachement des Auvergnats à leur territoire et des actions de communications collectives visant à faire connaître la région et ses savoir-faire.

Depuis le milieu des années 2000, les citoyens ont découvert et investi les plateformes de financement participatif afin de voir émerger des projets entrepreneuriaux, culturels ou encore solidaires. Entre 2014 et 2015, la collecte de fonds sur les plateformes françaises de financement participatif est passée de 78,3 à 152 millions d'euros. Le crowdfunding est ainsi devenu un mode de financement classique pour les start-up, les artistes ou les associations qui cherchent le soutien particulier de leurs pairs.

Pour les acteurs publics, ces plateformes permettent de prendre le pouls des projets et des envies des citoyens, ainsi que de l'adhésion qu'ils suscitent. Par là, le crowdfunding peut-être un nouveau canal pour une administration à la recherche de projets citoyens et fédérateurs à soutenir.

Avec des sites de crowdfunding régionaux, la région ouvre un nouveau canal d'appel à contribution qui peut s'adresser aussi bien aux administrations qu'aux entreprises et à tous les citoyens, pour le maintien des dynamiques entrepreneuriales, culturelles et solidaires à l'échelle locale. Afin d'encourager ces pratiques déjà ancrées dans les usages et de moderniser les processus de soutiens financiers aux associations, la région peut imaginer des projets répondant à des critères définis, la politique du « 1€ versé par le citoyen, 1€ versé par la région ».

RÉFÉRENCER TOUS LES DÉBATS PARTICIPATIFS OUVERTS DANS LA RÉGION

PROPOSITION

La Région soutient les initiatives de démocratie participative mises en place sur les territoires via une plateforme numérique regroupant tous les débats en cours. Le citoyen dispose alors, au sein d'un même site, de toutes les informations relatives aux débats.

Au cours des dernières années, des efforts ont été faits de la part des élus et des administrations pour intégrer davantage les citoyens et les acteurs privés dans des processus de co-construction des politiques locales. De nombreuses concertations citoyennes ont vu le jour et illustrent le démocratique inclusif d'une telle démarche. Néanmoins, l'étude de ces processus démontre plusieurs failles, notamment le manque de lisibilité de ces débats.

L'information au citoyen doit donc être un axe de travail prioritaire dans le cadre du renforcement d'une démocratie locale plus directe. Pour cela, la région peut être l'acteur qui répertorie et fédère au sein d'un même portail d'information tous les débats existants sur son territoire, quelque soit l'échelon territorial de l'acteur qui l'anime.

Imaginons les sites : www.débatspublics.iledefrance.fr ou www.concertations-citoyennes.nord.fr au sein desquels les citoyens pourraient se tenir informés de tous les débats participatifs existants, en les hiérarchisant notamment par centre d'intérêt ou par proximité géographique !

LA RÉGION, CHEF DE FILE DES POLITIQUES OPEN DATA

02.

La Loi NOTRe marque un réel tournant dans la politique de libération des données des collectivités territoriales. Celle-ci prévoit que l'ensemble des villes, départements, régions et EPCI (communautés de communes, métropoles...) de plus de 3 500 habitants rendent accessibles sur Internet l'intégralité des « informations publiques » en leur possession, dès lors que celles-ci se rapportent à leur territoire et sont disponibles au format électronique. Un immense chantier attend donc les collectivités territoriales, qui ne semblent pas encore se prononcer sur leur stratégie de mise en œuvre et leur agenda relatifs à celui-ci.

Par sa taille et son caractère englobant, la région est l'échelon pertinent pour encourager et accompagner les collectivités territoriales dans la mise à disposition des données qui posera des questions techniques, politiques et organisationnelles. Renaissance Numérique suggère que la région soit le véritable chef de file des politiques open data territoriales, en les encourageant et en les accompagnant.

Outil de transparence et de réappropriation de la vie publique, il est important que la société civile puisse bénéficier des jeux de données publiques dans un format ouvert et réutilisable à des fins variées d'évaluation de la vie politique ou d'amélioration des services publics. La région doit donner l'impulsion nécessaire auprès des autres collectivités territoriales pour accélérer l'open data en France.

CHAQUE RÉGION DISPOSE DE SON CHIEF DATA OFFICER

PROPOSITION

Désigner un chief data officer régional dont le rôle est d'une part d'accompagner son administration dans la libération des données, d'éduquer et d'encourager les politiques open data des collectivités de son territoire et enfin d'être le médiateur pour accompagner les demandes spécifiques de la société civile.

Après les mairies des métropoles américaines, la France s'est elle aussi dotée d'un administrateur des données publiques ou chief data officer, en la personne d'Henri Verdier, chargé de piloter et d'encourager la libération des données au sein des administrations françaises.

Devant l'ampleur de la tâche à accomplir, il semble pertinent d'accompagner le travail d'administrateur national des données par des acteurs territoriaux qui ont la même fiche de poste, déclinée à l'échelle locale et donc au plus près des acteurs publics. Pour cela, le poste de chief data officer régional doit être mis en place dans chaque région.

Son rôle est triple :

- ✗ Accompagner les politiques open data au sein de son administration ;
- ✗ Encourager les politiques open data au sein des administrations des collectivités de son territoire ;
- ✗ Se faire le médiateur des demandes de libération d'informations auprès de la société civile.

Il est important de créer une identité forte entre les chief data officers régionaux : ces synergies peuvent s'incarner par des séminaires physiques et virtuels afin d'échanger sur bonnes pratiques à adopter ou les freins rencontrés (Cf. Encadré). Afin de conserver une action structurée et coordonnée sur l'ensemble du territoire, il est également important que les chief data officers régionaux en réfèrent à la structure nationale, Etalab, notamment en lui adressant tous les ans un rapport annuel public sur l'ensemble de leurs actions et en se réunissant régulièrement.

Pour élaborer cette proposition, Renaissance Numérique se base notamment sur son étude diffusée en juillet 2015 suite à un voyage d'étude en Suisse. Chaque canton suisse dispose d'un "préposé aux données" chargé d'être l'interface entre les demandes des citoyens et les administrations, facilitant ainsi l'accès à l'information. Un gain en termes d'agilité et de délai confirmé tant du côté des journalistes, des citoyens, que de l'administration helvète.



FACILITER L'ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES GRÂCE AUX OUTILS NUMÉRIQUE

Par réunions virtuelles :

La Diplo Foundation (Suisse) - association engagée sur les problématiques de la gouvernance Internet - a développé un modèle de formation aux enjeux du numérique à destination des diplomates. Cette formation repose notamment sur des réunions mensuelles virtuelles afin de faire un état des lieux des difficultés rencontrées en la matière par chacun. Dès lors, la méthode permet le partage régulier et constructif de bonnes pratiques et pourrait, à ce titre, servir d'inspiration à la formation des chief data officers régionaux. source

Par l'écriture collaborative :

Le Digital Services Playbook (Etats-Unis) : Afin de guider les administrations dans la mise en place d'un nouveau design des services publics numériques, centré sur les usages, l'administration centrale américaine a mis en place une méthodologie ouverte et collaborative. Celle-ci repose principalement sur l'utilisation de GitHub, plateforme d'écriture permettant à tout un chacun de co-rédiger ce guide de bonnes pratiques. GitHub est notamment utilisé par le W3C, l'organisme international chargé de la standardisation des langages numériques. source

Ces deux méthodes peuvent être source d'inspiration pour le partage d'expériences et le renforcement des compétences des chief data officers et in fine favoriser l'efficacité de leurs actions.

UNE PLATEFORME OPEN DATA POUR RETROUVER TOUTES LES DONNÉES DE LA RÉGION ET DU TERRITOIRE

PROPOSITION

Chaque région dispose de sa plateforme open data qui agrège ses jeux de données et répertorient également ceux libérés par les collectivités locales de son territoire.

Aujourd'hui, quelques régions disposent de leur plateforme propre sur laquelle sont répertoriés et rendus accessibles tous les jeux de données libérés par les administrations locales : ville, communauté de communes, département, EPCI.

Ces plateformes présentent de nombreux avantages en termes d'accès à l'information pour les citoyens et de lisibilité. Elles permettent notamment de rationaliser les ressources souvent manquantes dans le cadre des politiques open data.

À l'instar de la plateforme open data de la région Île-de-France, la possibilité pour des organismes extérieurs (associations, entreprises, etc.) de pouvoir également verser des jeux de données enrichi encore davantage la base de données et donc les possibilités de croisement et de valorisation des données.

LA TRANSPARENCE "OPEN DATA" POUR LES BUDGETS ET LES SUBVENTIONS

PROPOSITION

Soumettre les régions à l'obligation de fournir en fichiers open data les subventions et des budgets régionaux

Dans le cadre de la libération des données prévues par la loi NOTRe, l'association Open data France a publié les listes de données publiques à délivrer de façon prioritaire parmi lesquelles figure le budget (Compte Administratif, Budget Primitif, B. Exécuté) et les subventions versées. La complexité de la libération de ces données est faible compte tenu du fait que ces informations devraient être accessibles par le citoyen.

Dans le cadre des prérogatives régionales en termes d'open data, il semble nécessaire de fixer la libération des données relatives au budget et aux subventions versées aux associations comme prioritaires. Celles-ci sont un outil de contrôle important remis aux mains du citoyen et de la société civile, afin d'évaluer les politiques en place et dans un souci de transparence de la vie publique.

Pour rappel, la notion d'open data revêt des caractéristiques précises : données brutes au format électronique, accessible librement sur Internet, structurées, à un format ouvert (et de préférence non propriétaire).

À partir de ces données, la mise en valeur de ces informations par des datavisualisations ou autres outils permettront de mieux comprendre les logiques de subventions et de rééquilibrer si nécessaire la distribution des fonds pour une meilleure égalité des territoires.



L'OPEN DATA POUR RENOUELER LES INDICES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES LOCAUX

En 2011, l'OCDE lançait un nouvel indice pour évaluer les Etats au-delà des chiffres économiques de son répertoire : l'indice "mieux vivre", qui intègre des dimensions comme le logement, le revenu, le travail, la santé ou l'environnement et permet à chacun, en pondérant ces critères selon ses habitudes de vie, de comparer les pays.

Les indicateurs de "mieux vivre" ou de bien-être ouvrent une vraie réflexion sur les moyens d'évaluer l'attractivité d'un territoire au-delà de son bilan économique ou migratoire. Pour les villes ou autres collectivités territoriales, comme pour les citoyens, c'est une opportunité de valoriser les données locales, de mieux appréhender la notion d'attractivité du territoire et de fournir des marqueurs pour évaluer leurs politiques publiques.

FAIRE DU NUMÉRIQUE, UN VECTEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE LOCALE



La région dispose de compétences (transport, formation professionnelle, etc.) et peut mettre en place des projets où le numérique sera un levier nouveau et puissant pour libérer de la valeur économique. Pour cela, elle doit mettre en place des projets multi-acteurs et se donner les moyens d'accueillir, dans ses territoires ruraux comme urbains, des entreprises innovantes.



L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, LEVIER DE RICHESSE POUR LES TERRITOIRES

5,5%

L'économie numérique pèse 5,5 % du PIB français et de participer pour 25% à la croissance française

L'Observatoire du numérique

250

On recense près de 250 espaces de coworking en France et 10 000 coworkers, 88% des espaces proposent entre 1 et 5 postes, 35% des espaces ont moins de deux ans, 50 % des espaces se trouvent à Paris

Chiffres : La Fonderie, Bureaux à partager - source - en 2013, la France occupait le 6^e rang mondial en termes d'espace de coworking - source

TRANSPORT, TOURISME, SANTÉ : FAIRE PARLER LA DONNÉE POUR GÉNÉRER DE LA VALEUR

01.

Le numérique fait émerger deux dynamiques sources de valeurs économiques : la donnée collectée, croisée, exploitée, et la force du collaboratif par la mise en relation d'acteurs autonomes. Pour activer ces leviers de croissance, pour attirer des esprits créatifs et des startups et conférer aux données générées sur le territoire une valeur inédite, le rapprochement des acteurs privés, publics et des citoyens ne doit pas rester contingence et volonté de quelques-uns : il doit être au cœur des politiques économiques tournées vers le numérique.

Pour faire parler la donnée et lui conférer un business model, la région doit s'engager comme l'animateur et le catalyseur des initiatives de tous les acteurs concernés, en mettant en place des logiques d'innovation ouverte et d'expérimentation.

TRANSPORT, TOURISME, SANTÉ : EXPÉRIMENTER DES PROJETS "BIG DATA" MULTI-ACTEURS

La Région soutient les initiatives de démocratie participative mises en place sur les territoires via une plateforme numérique regroupant tous les débats en cours. Le citoyen dispose alors, au sein d'un même site, de toutes les informations relatives aux débats.

PROPOSITION

Dans des secteurs comme le tourisme ou le transport, la collecte, le croisement et le traitement de la donnée permettent a minima de produire de la connaissance, au mieux de nouveaux services ou des politiques publiques efficaces. Pour ce faire, acteurs privés, publics et société civile doivent mutualiser leurs moyens. Rennes Métropole a par exemple mené un test en traitant les données de géolocalisation des habitants d'un quartier. Après plusieurs mois d'observation, cela a permis de mettre en place de nouveaux horaires de bus, mieux adaptés aux migrations pendulaires des habitants.



LE BIG DATA POUR PRÉVOIR LA FRÉQUENTATION D'UN TERRITOIRE

Le Comité départemental du tourisme des Bouches-du-Rhône a analysé durant l'été 2012 les flux de déplacements sur un ou plusieurs territoires et la fréquentation touristique d'un lieu ou d'un événement, ce à partir des données de l'opérateur

Par la taille de son territoire et la profusion d'acteurs qu'elles peuvent fédérer, la région doit être un acteur majeur de ces innovations de service permises grâce au Big Data, notamment dans les politiques de transport, compétence qui incombe à la région. Dans ce secteur, la géolocalisation et le suivi en temps réel permettent une évaluation très précise des besoins et des solutions.

Orange. De plus, les données extraites distinguent les résidents des touristes, des excursionnistes et des personnes en transit. Le traitement de ces informations a donné accès à de nouvelles informations sur le tourisme dans la région : le profil de chaque segment est détaillé (nationalité, durée du séjour, lieu d'hébergement, etc.)

DONNER AUX START-UP INNOVANTES LA POSSIBILITÉ DE VALORISER LE SAVOIR-FAIRE RÉGIONAL

PROPOSITION

Créer des écosystèmes autour des activités économiques phares de la région, notamment par la création d'incubateurs urbains et ruraux thématiques



LA FUTURE GRANDE RÉGION AQUITAINE, LIMOUSIN ET POITOU-CHARENTES POUR L'INNOVATION COLLABORATIVE DANS LE VIN

La future grande région Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes lance un Appel à manifestation d'intérêt pour les entreprises cherchant à développer un service ou un produit innovant dans le domaine de la viticulture. Celui-ci voit le jour dans le cadre du cluster Inno'Vin mis en place en 2010 par le Conseil régional d'Aquitaine. Le cluster fédère 120 adhérents dont 103 entreprises de la filière vitivinicole représentant plus de 465 M€ de chiffre d'affaires et 2200 emplois.

Agrotourisme, manufacture, artisanat, gastronomie : chaque région dispose de ses spécificités locales qui sont autant de vecteurs de croissance économique et d'influence. Pour valoriser ces excellences et exploiter leur potentiel économique, ces secteurs doivent prendre leur virage numérique. Cette transformation numérique passe notamment par l'intégration de start-up capables d'inventer de nouveaux business models et de repenser les stratégies des industries traditionnelles notamment.

Pour cela, la région doit garantir l'accueil de ces nouveaux acteurs mais surtout générer les conditions de dialogue avec les entreprises implantées capables de partager leur savoir faire et d'ouvrir leurs données.

ANIMER LE TERRITOIRE AVEC DES TIERS LIEUX PROPICES À L'INNOVATION ET À LA CRÉATIVITÉ

02.

Des pôles de compétitivité aux espaces de travail partagés dans les centres-villes, le numérique accentue la logique de cluster à différentes échelles.

Ces lieux sont des espaces de création et d'échange majeurs pour une industrie créative comme le numérique. Leur croissance exponentielle partout en France dénote d'ailleurs davantage de l'avancée des activités numériques et free lance en France, plutôt que de la progression du télétravail qui peine à décoller en France.

Pour les régions, le maillage territorial de lieux de vie connectés, qu'ils soient des "espaces publics numériques", des incubateurs ou des espaces de coworking, présente plusieurs atouts : la possibilité de travailler en toute mobilité et à distance, l'accès à Internet et donc à la formation ou à des contenus éducatifs en ligne ou encore, dans le cadre des réflexions sur une démocratie locale co-construite, un lieu d'accueil pour les débats citoyens.

La présence de lieux connectés et ouvert est donc un levier important à la fois pour le maintien de l'activité économique et l'accueil de nouvelles populations dynamiques dans les territoires, et l'accès à la formation et à l'éducation.

DES ESPACES DE CO WORKING ET DE CONNEXION URBAINS ET RURAUX, ET RELIÉS ENTRE EUX

Garantir le maillage d'espaces connectés sur tout le territoire afin d'offrir à chacun un lieu de vie commun, un espace de travail et l'accès à une connexion

PROPOSITION

Attention cependant à ne pas être naïf sur les capacités d'un simple lieu d'accueil et de connexion à faire sauter les freins qui s'opposent à la généralisation du travail à distance. Ceux-ci sont des conditions préalables et nécessaires et doivent être considérés comme tels par les acteurs publics.

Pour évaluer et compléter le maillage territorial des lieux connectés, établir un bilan de l'activité et de l'animation des Espaces publics numériques (EPN) présents sur le territoire.

BIS

Les Espaces publics numériques ont été mis en place pour offrir à tous un espace de connexion et un accompagnement dans l'usage des outils numériques. Ils se développent dans le cadre de programmes locaux ou nationaux.

Alors qu'on constate une baisse de fréquentation de ces espaces depuis les années 2000, aucun bilan n'a été fait ce jour pour optimiser l'utilisation de ces lieux. Budget, usages, animation : les régions qui financent notamment les espaces publics numériques, doivent s'interroger sur leur usage actuel, leur évolutions futures et leur animation.

VILLES ET RURALITÉS CONNECTÉES PAR LE JUMELAGE DE HAUTS LIEUX D'INNOVATION

PROPOSITION

Jumeler des hauts lieux d'innovation urbains (type incubateurs) avec des espaces connectés ruraux et internationaux. En créant entre ces espaces des programmes d'échanges, de partage d'informations, d'événements communs, l'objectif est de proposer aux entrepreneurs des espaces de travail avec une ouverture internationale forte ou du partage de formations, de conseils.

Si les sites de co working se multiplient en métropole, les espaces de connexion dans les zones rurales doivent vivre et être eux aussi animés. Il est bien entendu illusoire d'imaginer une activité aussi soutenue qu'en plein centre-ville des métropoles françaises, où la densité des acteurs est importante. Mais le jumelage permettrait d'assurer le relais des événements, de constituer des programmes de formation entre les deux espaces. Les entrepreneurs urbains y trouvent le bénéfice d'un espace de travail à la campagne, au vert et les entrepreneurs ruraux restent connectés aux activités des villes, avec la possibilité eux aussi de bénéficier d'espaces de travail en ville.

Le jumelage international, quant à lui, peut apporter un rayonnement économique, touristique et des opportunités de financement pour les start-up tout en renforçant l'ouverture des marchés numériques à l'échelle européenne et mondiale.

OUVRIR LE CHANTIER NUMÉRIQUE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES

03.

La région est le principal acteur de la formation professionnelle, notamment pour les jeunes et les adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle. Un sujet primordial pour la lutte contre le chômage en France, et où le numérique est le parent pauvre des actions menées.

Malgré les grands chantiers numériques dans le domaine de l'éducation, la popularité des MOOCs en voie d'institutionnalisation dans le paysage éducatif ou la multiplication des outils permettant un apprentissage plus autonome et personnalisé de matières variées, aucun acteur n'a encore mis le numérique au service des formations professionnelles. Avec ce nouveau mandat, les élus régionaux ne peuvent manquer une fois de plus le coche de la digitalisation des formations professionnelles.

À l'ère des outils numériques, la formation professionnelle doit évoluer et :

- ✕ moderniser ses outils en intégrant les cours en ligne, MOOCs, SPOCs, et plateformes participatives de formations ;
- ✕ intégrer le nouveau paradigme d'un parcours professionnel qui évolue tout au long de la carrière (différentes compétences, différents postes, différents types de contrat) et exige une attention particulière sur la formation tout au long de la vie afin de pouvoir multiplier ses compétences et s'adapter au marché de l'emploi.

OUVRIR LE CHANTIER NUMÉRIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

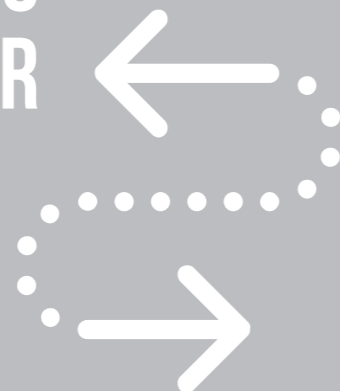
Ouvrir une réflexion sur la mise en place d'un système de formation en ligne (MOOCs, SPOCs, tutoriels) pour ouvrir l'accès aux formations professionnelles au plus grand nombre et expérimenter leur reconnaissance dans le parcours du travailleur

PROPOSITION

La numérisation de la formation professionnelle présente sans conteste de nouvelles perspectives en matière d'ouverture à un public plus large, d'accessibilité à l'information et aux contenus et d'allocation des budgets. Compilés à un maillage fin des lieux de connectivité sur tout le territoire, cette transition numérique élargit largement l'accès aux savoirs et à la connaissance. Si toutes les formations ne sont pas concernées, du fait de la dématérialisation et donc de l'absence de pratiques manuelles, il ne faut pas négliger l'accès aux savoirs plus théoriques (cours de langue, formation au code, etc.) et la possibilité de compléter les formations en ligne par des formations pratiques.

Là encore, le regroupement d'acteurs privés et publics est nécessaire pour rendre cette plateforme effective. Le rapprochement des acteurs permettrait de mieux être à l'écoute des demandes des entreprises implantées dans la région pour mettre en avant sur la plateforme les formations les plus demandées par l'employeur.

TRANSITION NUMÉRIQUE DES RÉGIONS : SE DONNER LES MOYENS DE RÉUSSIR



Si la réforme des grandes régions est déjà entérinée dans la loi et se concrétisera lors des prochaines élections régionales, dans les faits, la transition territoriale prendra une décennie pour être effective. Dans le contexte actuel de crise de l'emploi et de croissance, de rupture du dialogue élu-citoyen, l'immobilisme ne peut-être une option envisageable.

Aussi, les régions doivent saisir l'opportunité de cette reconstruction pour intégrer dans leurs fondements les nouvelles dynamiques opérationnelles et organisationnelles portées par le numérique, ses outils et ses acteurs : promouvoir le collaboratif, les approches multi-acteurs autour de projets concrets, les dynamiques test-and-learn.

ASSOULPIR LE DROIT À L'EXPÉRIMENTATION POUR LES POLITIQUES LOCALES

Du rapport "Campagnes : le grand pari" de Nouvelles ruralités à celui sur "l'innovation territoriale" remis par Akim Oural, la question de l'assouplissement du droit à l'expérimentation apparaît comme un levier majeur du renouveau de l'action publique locale.

Pour les collectivités territoriales, prises dans le carcan du millefeuille des compétences, le droit à l'expérimentation législative locale permet d'appliquer une politique publique ne faisant pas partie de ses attributions légales, pour une période donnée. Cette respiration permise par la loi doit être un véritable levier pour lancer des démarches itératives et des projets bêta-test, en croisant les acteurs et les données et lancer de nouveaux projets autour de l'emploi, du tourisme ou de l'éducation numérique.

L'ENJEU CRUCIAL DE LA FORMATION DES ÉLUS ET DES ADMINISTRATIONS

Le chantier prioritaire pour une transition numérique des administrations régionales est certainement la formation et l'acculturation des fonctionnaires et des élus aux pratiques et outils numériques. Formation au design-thinking, ateliers collaboratifs, raccourcissement drastique des procédés : la culture numérique insufflée au cœur des administrations sera un gain en agilité et efficacité non négligeable.

Afin de diffuser cette culture, les pôles ou responsables innovation doivent être répartis dans les différents secteurs administratifs et favoriser entre eux la remontée d'expérience et de bonnes pratiques. Là encore, les outils numériques, par leurs fonctionnalités de partage et de commentaire de l'information, sont des atouts précieux.

RÉCAPITULATIF DES PROPOSITIONS



01. Développer dans chaque région une plateforme de crowdfunding pour soutenir les projets locaux

La région fédère les initiatives citoyennes sur son territoire en regroupant au sein d'une même plateforme les projets des citoyens à la recherche de financement pour faire vivre l'entrepreneuriat, la culture, l'artisanat, la solidarité ou encore l'agriculture locale. En plus de l'implication citoyenne des participants, il s'agit pour la région d'expérimenter de nouveaux modes de financement de projets.

02. Référencer tous les débats participatifs ouverts dans la région

La Région soutient les initiatives de démocratie participative mises en place sur les territoires via une plateforme numérique regroupant tous les débats en cours et permettant au citoyen d'obtenir au sein d'un même site toutes les informations relatives aux débats.

03. Chaque région dispose de son chief data officer

Désigner un chief data officer régional dont le rôle est d'une part d'accompagner son administration dans la libération des données, d'éduquer et d'encourager les politiques open data des collectivités de son territoire et enfin d'être le médiateur pour accompagner les demandes spécifiques de la société civile.

04. Une plateforme open data pour retrouver toutes les données de la région et du territoire

Chaque région dispose de sa plateforme open data qui agrège ses jeux de données et répertorient également ceux libérés par les collectivités locales de son territoire.

05. La transparence "open data" pour les budgets et les subventions

Soumettre les régions à l'obligation de fournir en fichiers open data les subventions et des budgets régionaux

06. Transport, tourisme, santé : expérimenter des projets "Big Data" multi-acteurs

Mettre en place des projets de collecte et de traitement de données massives autour de grands secteurs économiques porteurs pour identifier de nouvelles dynamiques de croissance ou de gestion du territoire.

07. Donner aux start-up innovantes la possibilité de valoriser le savoir-faire régional

Créer des écosystèmes autour des activités économiques phares de la région, notamment par la création d'incubateurs urbains et ruraux thématiques

08. Des espaces de co working et de connexion urbains et ruraux, et reliés entre eux

Garantir le maillage d'espaces connectés sur tout le territoire afin d'offrir à chacun un lieu de vie commun, un espace de travail et l'accès à une connexion.
Pour évaluer et compléter le maillage territorial des lieux connectés, établir un bilan de l'activité et de l'animation des Espaces publics numériques (EPN) présents sur le territoire.

09. Villes et ruralités connectées par le jumelage de hauts lieux d'innovation

Jumeler des hauts lieux d'innovation urbains (type incubateurs) avec des espaces connectés ruraux et internationaux. En créant entre ces espaces des programmes d'échanges, de partage d'information, d'événements communs, l'objectif est de proposer aux entrepreneurs des espaces de travail avec une ouverture internationale forte ou du partage de formation, de conseils.

10. Ouvrir le chantier numérique de la formation professionnelle

Ouvrir une réflexion sur la mise en place d'un système de formation en ligne (MOOCs, SPOCs, tutoriels) pour ouvrir l'accès aux formations professionnelles au plus grand nombre et expérimenter leur reconnaissance dans le parcours du travailleur

LES ADHÉRENTS DE RENAISSANCE NUMÉRIQUE

AFDEL	J'en crois pas mes yeux	Pearltrees
Airbnb	K&L Gates	Publicis Consultants
AssurOne Group	Keley Consulting	Publicis Performance
Burson-Marsteller	La Poste	R+P
Centre de recherche INRIA Nancy	La Poste	Spintank
Deezer	Le LIR	Starting Dot
Facebook	LORIA	Tactis
FEVAD	Made in web	Tipivro
Fondation Free	Médiamétrie	U Change
Google	Microsoft	Université de Liège
Groupe Interaction	MiLibris	Université Paris Dauphine
IFRI	Millermercis	Viadeo
Image & Dialogue	Objets Connectés et Intelligents en France	Yahoo
Institut Louis Bachelier	Orange	

REJOIGNEZ-NOUS :
WWW.RENAISSANCENUMERIQUE.ORG



Retrouvez tous nos rapports sur l'application
iOS Renaissance Numérique